Une gouvernance économique mondiale depuis 1944 – Repères.

L'économie : la production et la circulation des richesses.

Gouvernance économique : l'encadrement / la régulation de la production et de la circulation des richesses.

Le libéralisme : une idéologie dominante ...

Les premiers économistes « **classiques** » affirment le rôle moteur de l'individu et pensent que la libre-concurrence peut réguler le marché. Selon eux, le libre-échange favorise l'accroissement des richesses et le développement.

SMITH A., Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776.

RICARDO D., 1817, Des principes de l'économie politique et de l'impôt.

- ≠ **KEYNES J.M**., 1936, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.
- ≠ **STIGLITZ J.**, 2002, La grande désillusion.

... qui guide les décisions politiques.

Les responsables politiques favorables au libéralisme instaurent des lois (fiscalité, droit du travail) afin de permettre le libre-échange.

A la suite d'une conférence monétaire tenue à *Bretton Woods* (New Hampshire, Etats-Unis) en juillet 1944, 44 pays instaurèrent un système monétaire basé sur la fixité des taux de change. Toutes les monnaies sont définies en dollar et seul le dollar est défini en or (1 once d'or = 35\$; au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis détiennent ¾ des réserves d'or). Ce système stabilise la valeur des monnaies et fait du dollar la monnaie de référence. A partir des années 1960, les Etats-Unis multiplient les dépenses (course à l'armement dans le contexte de la Guerre Froide). La banque centrale américaine (*Federal Reserve*) a mis en circulation de nombreuses liquidités ce qui a entraîné une diminution de la valeur réelle du dollar (inflation = baisse du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation des prix). Les banques centrales des Etats européens s'agacent de devoir acheter des dollars au taux fixe supérieur au taux réel. Le 15 août 1971, le président NIXON suspend la convertibilité du dollar en or et décide de faire du dollar une monnaie flottante. Les valeurs du dollar et des autres monnaies ne sont pas déterminés par les Etats qui les émettent. Elles fluctuent au cours des opérations réalisées sur le FOREX (marché des changes : Sydney, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Francfort, Londres, New York).

<u>Les institutions garantes du libre échange</u>: Banque mondiale (1945), Fond Monétaire International (1945), *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT 1947) Organisation Mondiale du Commerce (1995).

Mise en place des **Plan d'Ajustement Structurel** (PAS) = Le FMI et la Banque Mondiale aident les Etats endettés à condition qu'ils libéralisent leur économie (limitation des dépenses publiques, privatisations...). Hier les Etats africains, aujourd'hui la Grèce, l'Espagne.

- Depuis 1971, les Etats les plus riches et les FTN les plus prospères se réunissent, une fois par an, à Davos (Suisse) pour le Forum Economique mondial.
- Depuis 1975, **les Etats** les plus développés se réunissent régulièrement afin d'harmoniser leurs politiques économiques et de promouvoir le libre-échange :

1975 : Allemagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni (**G6**), 1976: intégration du Canada (**G7**), 1997: intégration de la Russie (**G8**), Depuis 2014 : suspension de la Russie du fait de la crise en Crimée (**G7**).

Extrait de la déclaration adoptée à la suite du sommet du G7 de mai 2017 organisé à Taormina (Italie) : « Nous reconnaissons que le commerce et l'investissement libres, égaux et à bénéfice mutuel, sont des moteurs essentiels de la croissance et de la création d'emplois. Dès lors, nous réitérons notre engagement à garder nos marchés ouverts ».

• Apparition du **G20** en 2008 (plus ouvert que le G7 = République populaire de Chine, Inde, Brésil, Mexique).

Margaret THATCHER (premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990) et Ronald REAGAN (président des Etats-Unis de 1981 à 1989) accélèrent la dérégulation de l'économie au profit des Firmes Transnationales. Donald REGAN (secrétaire au Trésor entre 1981 et 1985) : « Wall Street et le président ont la même optique ».

L'administration REAGAN (le Trésor, la *Federal Reserve*) ouvre une période de **30 ans de dérégulation financière**.

30 ans de crise ? 1982 crise de la dette au Mexique ; *krach* boursier de 1987 ; 1997-1998 crise dans la balance des paiements dans les pays asiatiques ; 1998-2002 crise de la dette au Brésil, en Russie, en Turquie ; 1998 crise du *hedge fund* LTCM ; 2001-2002 éclatement de la bulle internet et *krach* de la nouvelle économie ; faillite d'Enron alors que les sociétés d'audit avaient validé ses comptes ; **2007 crise des** *subprimes*, 2008 crise de la dette dans la zone euro.

Quelques repères pour comprendre la crise des subprimes :

- début des années 1980 : autorisation de la fusion entre une banque d'affaire et une banque de dépôt. Les banques peuvent investir l'épargne de leurs clients. Mauvais placement = disparition de l'épargne.
- début des années 1990 : essor des « produits financiers dérivés », des instruments financiers adossés à des titres dont la valeur fluctue (monnaie, matière première, obligation de crédit). Au départ il s'agit de sécuriser les transactions en établissant des contrats de vente à un prix défini par avance.
- début des années 2000 : bulle immobilière aux Etats-Unis, développement des organismes de crédit (Freddy Mac et Fannie Mae) et apparition de « produits financiers dérivés » très complexes (CDO, CDS) constitués d'obligations. Les traders des **banques d'investissement** (Goldman Sachs, Lehman Brothers), des **assureurs** (AIG) et des **fonds d'investissement** (JP Morgan, Citigroup) font confiance aux experts des agences de notation (Moody's, Standard and Poor's) et achètent massivement les CDO et les CDS. Ils réalisent des profits importants mais en empruntant des sommes de plus en plus colossales pour investir dans ces nouveaux produits ils réduisent la part des actifs détenus par l'institution pour laquelle ils travaillent et la mettent en danger (faillite).
- 2007 : La bulle s'effondre. Les ménages ne peuvent rembourser leurs prêts immobiliers faillite de Freddy Mac et Fannie Mae, faillite d'AIG et de Lehman Brothers.

Conséquence : expropriation des ménages qui n'ont pu rembourser leurs prêts, disparition de l'épargne investie par les banques et les fonds. Crise économique aux Etats-Unis. Défiance des marchés étrangers et contraction de l'économie mondiale. Des dizaines de millions de chômeurs de par le monde. Des ménages qui repassent sous le seuil de pauvreté.

Sur la finance:

- Infographies réalisées par E. BERTHO et publiées sur le site hglycee.fr.
- Quelques films :

Capitalisme : a love story, Michael MOORE, 2009. Inside Job, Charles FERGUSON, 2011.

Marging call, Jeffrey C. CHANGOR, 2011. Le loup de Wall Street, Martin SCORSESE, 2013.

The Big Short, le casse du siècle, Adam McKAY, 2015.

En réalité, depuis 1975, les acteurs de la gouvernance économique mondiale (Etats, Organisations Internationales, Organisations Supranationales) œuvrent à la dérégulation de la production et de la circulation des richesses. Cela favorise les Firmes Transnationales mais aussi les acteurs de la finance. Cela entraîne la concentration des richesses et, régulièrement, des crises.

Les critiques sont nombreuses. Elles émanent d'acteurs que l'on regroupe sous le vocable « altermondialistes ».

- des formations syndicales : La Confédération Générale du Travail, CGT en France
- des partis politiques et des coalitions politiques : Le « Front de gauche » en France
- des organes de presse : Le Monde diplomatique.
- des associations (<u>A</u>ssociation pour la <u>T</u>axation des <u>T</u>ransactions financières et pour l'<u>A</u>ction <u>C</u>itoyenne, ATTAC)
- Des économistes : James TOBIN ; Amartya SEN ; Joseph STIGLITZ ; Paul KRUGMAN
- des mouvements de la société civile : Occupy Wall Street, « los Indignados » de la Puerta del Sol à Madrid.

Ils suivent des lignes idéologiques différentes et n'agissent pas de la même façon. Certains se retrouvent lors des réunions du **Forum Social Mondial**.